

Arlette ROUDAUT*

La crise de 29 à l'École Normale de Quimper

Le printemps de l'année 1929 fut chaud à l'École normale de garçons de Quimper: un incident mineur, le retour dans un état éthylique évident de quatre élèves maîtres, fut à l'origine d'un enchaînement de faits en cascades qui donna même lieu à un débat houleux à la Chambre où le ministre de L'Instruction publique, M. Marraud se vit interpellé par deux députés, M. Masson, député socialiste du Finistère et M. Desoblins, député communiste du Nord. Cet événement s'inscrit dans une période troublée alors que le ministère Poincaré soutenu par la droite cléricale était préoccupé de gommer la politique laïque menée par le "bloc des gauches". Depuis plusieurs mois la tension montait dans les écoles normales où le règlement intérieur était contesté, de graves incidents avaient eu lieu à l'École normale d'Aix en Provence et même les Normaliens de la rue d'Ulm étaient montés sur les toits et y avaient chanté l'Internationale.

Le retentissement national de l'événement quimpérois s'explique aussi sans doute par le fait qu'il fut la cristallisation de luttes sous-jacentes dans le monde scolaire et syndical. Depuis déjà une dizaine d'années le Finistère était à la pointe des revendications syndicales des fonctionnaires et des enseignants notamment sous l'impulsion du couple Josette et Jean Cornec qui y avaient créé dès 1919 le premier syndicat d'enseignants. Cette section rattachée en 1922 à la CGTU était alors illégale car les fonctionnaires n'avaient aucun droits syndicaux. C'est ainsi que les enseignants finistériens furent en rapport avec l'Internationale de l'Enseignement (I.T.E.) et l'Union Fédérale des Étudiants (U.F.E.). Pour échapper à la dissolution en 1923, le Syndicat Unitaire du Finistère se rattache même au Syndicat de l'Enseignement du département de Seine-et-Oise ! En 1929, les élus au Conseil départemental de l'Instruction Publique sont Josette Cornec, Émile Allot, Jeanne Kersalé, Bernard Caruel. Cette dynamique section départementale était la plus nombreuse de la Fédération de l'Enseignement de la CGTU mais atypique car dominée par les "anarcho-syndicalistes" très proches du monde ouvrier local par le biais des Bourses du travail et en opposition permanente depuis les origines avec

* Professeur agrégée, I.U.F.M. de Bretagne, responsable du site de Brest.

les communistes : Jean Cornec raconte comment il ferrailla sans arrêt avec la direction nationale avant de quitter la CGTU après un essai de voyage rocambolesque vers Moscou¹. Les "Unitaires", comme on les appelait à l'époque, furent très actifs dans cette affaire auprès des Normaliens révoltés contre une direction autoritaire.

Voici un essai de reconstitution des faits tels qu'ils apparaissent dans diverses relations conservées aux Archives départementales du Finistère², extraits de revues syndicales, de journaux locaux, rapport du directeur de l'École normale, comptes-rendus des commissaires de polices, observateurs des réunions publiques ainsi que dans le livre de souvenirs publié en 1981 par Jean Cornec. Nous avons pu aussi interroger quelques anciens Normaliens des trois promotions présentes à l'E.N. en 1929, acteurs de l'événement, dont les souvenirs restent extrêmement vivaces.

Une affaire de discipline

Tout semble commencer un dimanche soir, jour de sortie, début mai 1929 par la rentrée à l'E.N. de trois Normaliens dans un état éthylique certain, de retour du pardon de Penhars et de Kerfeunteun. Un de nos témoins parle d'incidents assez "laidés" et spectaculaires comme des vomissements au réfectoire. Dans son rapport cependant le Directeur explique que "comme ces élèves étaient bien notés, qu'ils ne s'étaient jamais laissés aller auparavant à aucun acte d'intempérance, qu'enfin ils avaient été entraînés par l'oncle de l'un d'eux, ils furent simplement réprimandés par l'Inspecteur d'Académie en présence de tous les élèves réunis et du conseil des professeurs". La semaine suivante, avant de jouer dans une comédie au Théâtre municipal, un autre élève s'enivrait et "comme il s'agissait d'un élève médiocre et récidiviste, le Conseil des professeurs estima qu'une sanction particulièrement sévère s'imposait et proposa l'exclusion définitive par le Recteur d'Académie"³. Au retour des petits congés de la Pentecôte, le jeudi 30 mai, un avis signé de l'Inspecteur d'Académie et affiché par le directeur, Monsieur Boursin, apprenait aux Normaliens que la sortie libre de l'après-midi était remplacée par une promenade sous la surveillance du professeur de botanique. Cette mesure était prise pour une semaine ou deux mais renouvelable "quand le directeur le jugerait à propos" dit *L'Ouest Eclair* du 6 juin 1929⁴. C'est le même journaliste qui nous apprend aussi que "le soir, pendant la récréation, ils (les consignés) se réunirent et rédigèrent une pétition dans laquelle quatre vœux étaient exprimés" le rétablissement de la sortie du jeudi, l'application du régime d'été qui était sans cesse retardée (rentrée des sorties à 20 heures au lieu de 17 heures),

1. Jean Cornec, *Josette et Jean Cornec, instituteurs*, Paris, Editions Clancier Guénaud, 1981.

2. Notamment la liasse 1 T 271, fonds de la Préfecture du Finistère. Les rapports de police sont spécialement savoureux.

3. Suite de la relation du Directeur de l'École normale, rapport dactylographié signé mais non daté, rédigé en réponse aux accusations portées contre lui lors du débat à l'Assemblée Nationale. Archives Départementales du Finistère (A.D.F.), 1 T 271).

4. Dans ce long article daté du 6 juin 1929, le journaliste de *L'Ouest Eclair* est spécialement bien renseigné, il refait l'historique de l'affaire jour par jour et heure par heure.

l'autorisation d'une grande sortie traditionnelle du samedi soir au dimanche soir au mois de juin, la levée des sanctions... Enfin, si satisfaction ne leur était pas donnée, ils auraient le regret de refuser leur concours à la fête des écoles".

Le vendredi matin, 31 mai, cette pétition est présentée au directeur par six élèves délégués par leurs camarades à raison de deux par promotion. Le directeur promet toute sa bienveillance ; mais le soir, quand la délégation revint, il invoqua pour différer sa réponse la nécessité d'en référer à l'Inspecteur d'Académie, lequel était absent. Le samedi matin, aucune décision n'avait été encore prise... Les élèves s'entendent alors pour ne pas participer à la fête des écoles. Tous refusent d'aller au théâtre le samedi soir. La version de M. Boursin diffère de celle de *L'Ouest Eclair* : "les Normaliens remirent au directeur un véritable ultimatum par lequel ils refusaient catégoriquement de participer à la Fête des écoles... s'ils n'obtenaient pas immédiatement satisfaction... L'ultimatum ne fut pas accepté et avec une ferme bienveillance, le Directeur expliqua qu'une requête devait être présentée sans menaces ni conditions...". La version du *Bulletin Mensuel du Syndicat des membres de l'Enseignement Laïque du Finistère* (n° 105, juillet 1929⁵) donne évidemment un autre rôle au directeur qui est accusé de faire traîner l'affaire. Dès le vendredi celui-ci se serait rendu à l'E.N. de jeunes filles pour faire remplacer le ballet des Normaliens par un ballet des Normaliennes (sic !)". Le dimanche matin les élèves apprennent qu'ils sont consignés, interdiction même aux rares pratiquants d'assister aux offices religieux. L'effervescence croît aussitôt, on chante notamment la "Décale", chant dirigé contre le directeur. Dans son rapport ce dernier ne cite pas ce chant mais la "Carmagnole et l'Internationale". Le *Bulletin Mensuel* précise : "vers deux heures le directeur apparaît ; les majors vont lui demander les motifs de la consigne. Réponse simple, mais peu de circonstance : "je n'ai pas le temps car se serait trop long pour vous expliquer". Les différentes récits sont d'accord pour signaler l'effervescence de cette journée mais la nuit fut calme.

L'affaire qui était un incident interne commence à devenir publique à ce moment là. En effet l'absence des 108 Normaliens à la fête des écoles ne pouvait passer inaperçue dans la mesure où ils étaient intégrés dans une partie du spectacle et dans l'orchestre. Mais vu la consigne frappant les Normaliens, rien n'avait encore filtré vers l'extérieur.

Le lundi matin, d'après *L'Ouest Eclair*, "à la première heure, l'Inspecteur d'Académie s'installait dans le bureau directorial et y convoquait les uns après les autres les majors de promotions et les fortes têtes de l'établissement". Le *Bulletin Mensuel* dénonce les pressions faites pour susciter des mouchardages, pressions sans effet. Les autres Normaliens restent très surveillés et la récréation du matin est même supprimée.

L'escalade continue ; à 17 heures, les élèves des trois promotions qui devaient tous faire une composition de géographie refusent de rentrer. Un peu avant 19 heures, l'Inspecteur d'Académie arrive alors et fait procéder à un appel individuel. Un des témoins raconte que le premier appelé fut par ordre alphabétique (Le) Bec et qu'il a bredouillé quelque chose : "nous avons tous cru

5. Organe des Unitaires du Finistère.

que c'était "non", les suivants ont donc tous répondu "non". A quoi tiennent les choses.

Sur le déroulement de cette journée ainsi que la suivante, les versions divergent. La presse syndicale rédigée beaucoup plus tard dénonce encore les interrogatoires qui auraient eu lieu dans le bureau du directeur en présence même de l'I.A. "On demande à nos jeunes camarades de faire les mouchards, d'écrire ou simplement de pointer sur une liste les noms des meneurs ; on menace, on fait appel aux sentiments, on fait des promesses, on flatte"⁶. Cependant les témoins interrogés ne se souviennent pas de cette situation qui devait être pourtant dramatique quand on n'a que 18 ans. Le mercredi 5 juin devant l'impossibilité de remettre en place les enseignements, le directeur, après l'accord du Recteur d'Académie décide de renvoyer les Normaliens dans leur famille ce qui fut fait à grand bruit avec déploiement des forces de police et de gendarmerie dans la ville de Quimper.

Dès le lendemain la "bonne presse" se déchaîne d'autant plus qu'au même moment, suite à un mot d'ordre syndical, pris pendant les petits congés de Pentecôte, fin mai, les instituteurs menacent de faire la grève du certificat d'études. Jean Le Gall journaliste de *L'Union agricole* conclut son article intitulé "Les maîtres contre le gouvernement, les élèves contre leurs maîtres" par ces mots : "Les pères de famille... sauront choisir les écoles où l'on inculquera à leurs enfants des idées saines sur la propriété, la famille, la patrie. Et s'ils veulent que ces écoles soient florissantes ils demanderont la représentation proportionnelle scolaire". La presse cléricale et conservatrice ne fait pas de détail. Ils sont tous communistes.

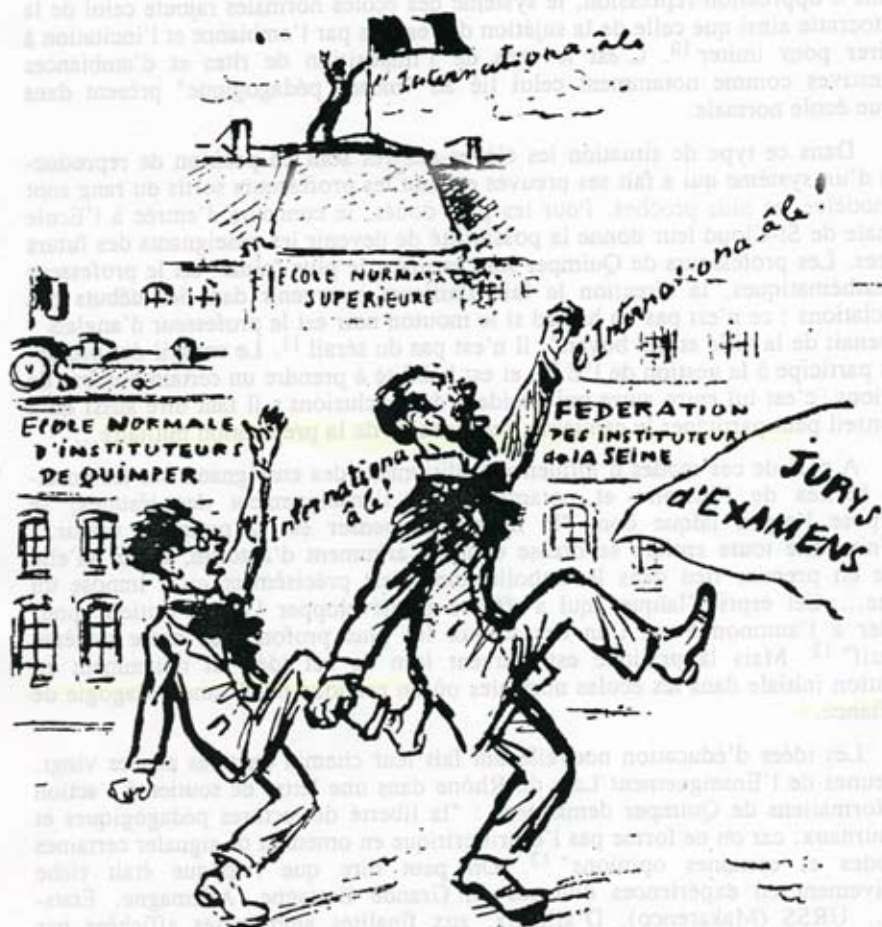
Un problème d'autorité

Arrêtons nous un moment sur cette première étape du conflit avant que de nombreux autres protagonistes rentrent en scène. Le système de la formation dans les écoles normales mis en place depuis presque 50 ans n'en était pas à son premier raté depuis les origines et à l'E.N. de Quimper en 1925 déjà il y avait eu des incidents de discipline. En 1929, la rébellion des Normaliens révèle beaucoup plus que les maladroites d'exercice de la fonction d'autorité.

Sans conteste le directeur porte-ici une lourde responsabilité : cet ancien inspecteur primaire, marié à une femme médecin, auteur d'un livre d'anatomie (féminine !) qui était à la bibliothèque et régulièrement consulté par les Normaliens⁷ aurait pu être un libéral, c'était surtout un homme de terrain mais de "l'ancienne école". Les témoins interrogés le décrivent plutôt comme un inquiet "à la figure contractée", d'un caractère réservé, il était capable de nombreuses sautes d'humeur et de maladroites. Dans cette histoire, il apparaît faible, s'abritant derrière ses supérieurs à qui il fait prendre les décisions et il cherche à apparaître, essentiellement comme un exécutant d'ordres venus d'en haut : la ligne hiérarchique fonctionne d'ailleurs parfaitement dans toutes les occasions, le directeur et l'Inspecteur d'Académie sur place, le Recteur puis le ministère.

6. Différents numéros du *Bulletin Mensuel du Syndicat*, organe du Syndicat Unitaire, notamment le n° 106 bis, novembre 1929.

7. Témoignage oral.



hub

TELS MAÎTRES, TELS ÉLÈVES !

Pour ce genre d'exercice, « il n'y a pire race au monde que l'écolier, si ce n'est le pédant » !

(Le Petit Bleu)

Le régime n'était plus celui de l'École normale de Jules Ferry. "Au XIX^e siècle, la sévérité de la discipline, la contrainte, l'absolue soumission des éduqués demeurent des bases fréquentes et officialisées de l'éducation"⁸. C'est ainsi que dans un texte vantant les mérites des écoles normales on peut lire ceci : "... dans

8. Léandre Coudray, *Améliorer la relation enseignants enseignés*, Paris, Editions d'organisation.

une école normale, c'est la pensée elle-même qui est disciplinée sous l'empire d'une raison sévère ; et tous les mouvements de l'âme, aussi bien que tous les actes extérieurs, sont également soumis à la règle" ⁹. A cette influence éducative par des actions d'oppression-répression, le système des écoles normales rajoute celui de la méritocratie ainsi que celle de la sujétion des esprits par l'ambiance et l'incitation à admirer pour imiter ¹⁰. C'est le sens de l'imposition de rites et d'ambiances suggestives comme notamment celui lié au "musée pédagogique" présent dans chaque école normale.

Dans ce type de situation les élèves-maitres sont en position de reproducteurs d'un système qui a fait ses preuves et dont les professeurs sortis du rang sont les modèles les plus proches. Pour les plus doués, le concours d'entrée à l'École normale de St-Cloud leur donne la possibilité de devenir les enseignants des futurs maitres. Les professeurs de Quimper sont estimés, le plus "aimé" est le professeur de mathématiques, la direction le fait d'ailleurs intervenir dans les débuts des négociations ; ce n'est pas un hasard si le mouton noir est le professeur d'anglais " qui venait de la ville et qui buvait", il n'est pas du sérail ¹¹. Le conseil des professeurs participe à la gestion de l'E.N. et est habilité à prendre un certain nombre de décisions, c'est lui entre autre qui décidera des exclusions ; il faut dire aussi qu'à ce conseil peut participer le capitaine, responsable de la préparation militaire...

A côté de ces modes d'influence traditionnels des enseignants sur les enseignants hérités de l'histoire et notamment de l'enseignement des jésuites, se superpose l'esprit laïque dont "la liberté de penser est la première valeur... "L'Université toute entière se dresse contre l'argument d'autorité, et ce qu'elle refuse en premier lieu dans le catholicisme, c'est précisément qu'il impose un dogme... Cet esprit "laïque" qui s'efforce de développer l'esprit critique pour accéder à l'autonomie est l'un des idéaux les plus profonds de notre système éducatif" ¹². Mais la pratique est souvent loin de cet idéal et notamment en formation initiale dans les écoles normales où on pratique plutôt une pédagogie de la défiance.

Les idées d'éducation nouvelle ont fait leur chemin dans les années vingt. Les jeunes de l'Enseignement Laïc du Rhône dans une lettre de soutien à l'action des Normaliens de Quimper demandent : "la liberté de lectures pédagogiques et des journaux, car on ne forme pas l'esprit critique en omettant de signaler certaines méthodes et certaines opinions" ¹³. On peut dire que l'époque était riche effectivement en expériences diverses en Grande Bretagne, Allemagne, États-Unis... URSS (Makarenco). D'ailleurs, aux finalités ambitieuses affichées par l'enseignement laïc, correspondaient des moyens de mise en oeuvre tout à fait cohérents : en effet, selon les instructions officielles, la conception pédagogique dominante dans l'enseignement primaire est "la méthode active, faisant un appel constant à l'effort de l'élève et l'associant au maître dans la recherche de la vérité" ¹⁴. Il y a loin du discours à la réalité. C'est ce que se disent les Normaliens

9. *Id.*, *ibid.*, p. 23.

10. *Id.*, *ibid.* p. 27.

11. Témoignage oral.

12. Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, A. Colin, 1968, p. 344.

13. A.D.F. 1 T 271.

14. Cité dans A. Prost, *op. cit.*, p. 279.

de 1929. Paradoxalement, au même moment, Célestin Freinet est obligé de quitter l'enseignement public pour pouvoir appliquer librement des méthodes qui sont précisément celles que conseillent les instructions officielles¹⁵.

Malgré tout après 1920, des changements notables étaient intervenus dans le régime des écoles normales : plus d'hygiène corporelle avec l'introduction de douches et de pratiques sportives, plus de sciences enseignées dorénavant dans des laboratoires, introduction enfin par le ministre Paul Lapie de la sociologie et de l'étude des oeuvres de Durkheim qui avait été longtemps titulaire de la chaire de science de l'éducation à la Sorbonne. A l'E.N. de Quimper c'était le Directeur qui enseignait la philosophie, la sociologie, et ...la psychologie, tout en continuant à ouvrir certaines lettres contresignées par des parents suspects d'activités politiques de gauche.

Au quotidien, les Normaliens et surtout ceux qui étaient sortis des Écoles primaires supérieures (E.P.S.) trouvaient le régime très libéral notamment celui des sorties libres en ville¹⁶. Les Normaliennes étaient beaucoup plus surveillées et n'avaient pas le droit de sortir seules. Des petites fêtes soit internes comme celle de la "côte" au milieu des années de formation, soit externes en dehors de l'école comme le bal de l'Amicale, ponctuaient l'année du jeune élève-maître.

Sur les rapports d'autorité, le Syndicat Unitaire (tendance anarchiste dans le Finistère) comme le Syndicat National des Instituteurs font une analyse assez simple en déplorant le laisser aller de la discipline¹⁷, "une surveillance stricte à l'intérieur mais insuffisante à l'entrée"¹⁸, les punitions collectives, l'absence de dialogue et même de communication. Nous pourrions rajouter le mépris, pire peut-être. Un des témoins dit du directeur : "Il nous prenait pour des ennemis."

Face à cette direction conservatrice, le groupe des élèves-maîtres n'est pas aussi docile qu'à l'époque de l'École normale de Jules Ferry. Trois promotions représentant 108 élèves occupent alors les locaux de la rue de Rosmadec. Il est difficile de retrouver actuellement l'origine sociale des Normaliens de l'époque car les sources sont lacunaires ou inexistantes¹⁹. Par les entretiens que j'ai pu mener, qui confirment d'ailleurs l'évolution générale de cette population, les futurs instituteurs sont autant des urbains que des ruraux, une grande partie d'entre eux sortent des E.P.S, ils y a encore des enfants d'agriculteurs mais les parents sont majoritairement des artisans, des pêcheurs, des ouvriers ou des petits fonctionnaires. Ces parents d'ailleurs ne désavouent pas publiquement l'action de leurs fils et certains ont vraisemblablement pris contact avec les syndicats, ils assistent souvent aux réu-nions d'information pendant l'action²⁰.

15. *Id.*, *ibid.*, p. 279.

16. Les écoles primaires supérieures préparaient le concours d'entrée à l'E.N. ainsi que d'autres concours de la fonction publique.

17. On n'imagine pas Josette et Jean Cornec acceptant de "couvrir" les scènes d'intempérance des futurs instituteurs.

18. *Bulletin Supplémentaire du Syndicat National (SND)*, n° 110 bis, novembre 1929.

19. Michel Lagrée, "Le recrutement des maîtres d'école en Bretagne (XIX^e et première moitié du XX^e siècle)", *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles*. Québec, 1985, p. 337-346.

20. Le SNI, rival du syndicat unitaire, dit avoir été contacté par un parent le 29 juin. *Bulletin supplémentaire du Syndicat National*, n° 110 bis, novembre 1929.

Issus de milieux populaires, ces élèves-maitres ont vraisemblablement du mal à se situer par rapport à leurs racines et même aux jeunes gens de leur classe d'âge, anciens camarades d'école²¹. Ceux-ci travaillent déjà, vont au bal, aux "pardons" et peuvent s'enivrer ! La collectivité reconnaît à ces groupes de jeunes le droit à un certain dévouement : Il faut bien que jeunesse se passe. Mais l'entrée à l'E.N. ouvre les portes d'une autre culture proche des goûts et des comportements "bourgeois". Même la "Décale", chant contestataire, reflète la formation littéraire solide de l'E.N. :

"De rage ici chacun s'enivre,
Et, s'il faut, il saura terrifier,
Nous voulons tous, lancés dans la tourmente,
Finir vainqueurs ou estropiés...
Allons amis car la colère gronde...
Nous saurons bien dans notre juste colère
Faire aboutir nos revendications"²².

Les documents personnels fournis par les témoins et que j'ai pu consulter révèlent des loisirs "modernes" : la promotion 27-30, s'appelle "Charleston" et a un petit orchestre de Jazz, musique qui choque encore à l'époque ; on fait des représentations costumées pastichant des films, et il faut bien dire que le foot reste la preuve même de cette libération des corps qui a sans doute précédé celle des esprits. Après l'E.N., les élèves-maitres vont retrouver plus tard à Saint-Maixent les étudiants, fils de la bourgeoisie, qui ont fait eux aussi la préparation militaire pour être officier de réserve.

Les documents syndicaux "parisiens" dans le cadre de l'U.F.E. considèrent comme étudiants ces jeunes dont le tiers a à peine 17 ans. Tout ceci pourrait laisser entendre qu'en tant que tels ils seraient déjà émancipés de la tutelle familiale comme les enfants de la bourgeoisie qui bénéficient d'une réelle indépendance avec le statut d'étudiant mais seulement après le baccalauréat. Il n'en est rien. Le jeune Normalien des années 20 est encore fortement dépendant de la cellule familiale à laquelle il ne s'oppose pas, un conflit de génération le mettrait face à des pères anciens combattants ou à des veuves de guerre.

Chez ces jeunes, l'éveil politique est très inégal. Peu d'entre eux sont véritablement "intégrés" aux problèmes nationaux. Un témoin m'a dit tout ignorer à l'époque des débats politiques et syndicaux et notamment de l'agitation qui régnait à l'époque dans les écoles normales. Il pense que 1 ou 2 normaliens formaient sans doute un très petit noyau politisé ne faisant pas de propagande ; ces derniers ont fait effectivement partie des exclus de juin 1929.

Ce sont ces jeunes inexpérimentés qui malgré eux vont se retrouver sur le devant de la scène et devenir les enjeux de groupes divers.

21. Antoine Prost, "Jeunesse et société dans la France de l'Entre-deux-guerres", *Vingtième siècle*, n° 13, 1987, p. 35-43.

22. Sur un air qui traînait un peu partout depuis des décennies, on brodait des paroles de circonstances (témoignage).



La promotion 27-30. Les Normaliens en costume à leur arrivée à l'E.N. Au milieu, à droite, le directeur, M. Boursin (moustache), accompagné de l'économiste. Un an après, les mêmes plus souriants, en blouse, assez débraillés avec de la recherche dans les attitudes.

L'affaire se complique, le temps des meetings

Après le licenciement spectaculaire, les communistes parleront même de "lock-out", l'E.N. reste fermée 22 jours pendant lesquels se réunit le conseil des professeurs qui prend des décisions notamment celle des sanctions mais pas à l'unanimité. Ce n'est pas la seule réunion car progressivement de nouveaux acteurs rentrent dans l'action.

Le Syndicat unitaire intervient "sans attendre l'appel que l'unanimité des Normaliens lui adresse"²³. Pour soutenir les licenciés et "détruire les légendes que la presse locale répand". Dès le 13 juin une réunion privée dans le gymnase à Quimper regroupe 350 enseignants du Syndicat unitaire dont sans doute 50 Normaliens accompagnés par leur parents. Peu d'élèves-maîtres sont de Quimper. Certains d'ailleurs seront sans nouvelles des développements de l'affaire pendant 3 semaines et totalement isolés. C'est le cas notamment d'un de nos informateurs qui était retourné à... Nogent le Rotrou où son père était agent des chemins de fer.

Cependant, prévenus par les "Unitaires du Finistère", les sections nationales de la CGTU agissent aussi : les licenciés reçoivent tous chez eux des tracts de l'U.F.E. dénonçant les mesures de répression qui s'abattent sur tout l'enseignement appelant à la solidarité "les étudiants pauvres, les étudiants coloniaux, les étudiants étrangers", et comparant le ministre Marraud à Primo de Rivera²⁴. Alors, les lettres de soutien affluent de toute la France, des sections unitaires étudiantes ou ouvrières essentiellement de l'Ardèche, la Drôme, la Loire, la Saône-et-Loire, la Seine, le Rhône. La presse nationale s'empare elle aussi de l'affaire.

Le dimanche 16 juin toute la journée, une assemblée générale regroupe des Normaliens dans la salle du gymnase municipal de Quimper. Mais, au grand dam des Unitaires finistériens, débarquent du train de Paris Charlot et Cogniot délégués de l'UFE et de l'ITE pour prendre la "direction du mouvement"²⁵, ils décident d'organiser un meeting public à Quimper pour le 19 juin malgré l'avis du Conseil syndical local. De cette journée agitée, il reste un texte très fort dans lequel les Normaliens affirment continuer l'action contre l'administration et lancent un certain nombre d'appels, aux autres élèves-maîtres des autres écoles normales, au personnel enseignant du Finistère avec une demande de grève générale et de manifestation mais aussi des appels à la Ligue des Jeunes Instituteurs de Prusse et aux étudiants prolétaires d'URSS. C'est le seul document émanant du groupe que nous avons pu consulter, il y a fort à parier que la rédaction du tract a été très encadrée. Il n'y a plus de doute pour la presse réactionnaire, ils sont bien "communistes". *L'Ouest-Eclair* parle même de réunions et de feuilles "moscouitaires".

Après la réunion, il reste des bouteilles vides souligne l'informateur de la police avec mauvais esprit...

23. J. Cornec, *op. cit.*, p. 215.

24. Tract de l'UFE, document privé.

25. J. Cornec, *op. cit.*, p. 215. Gaston Charlot, membre du P.C., ingénieur d'électricité et de chimie, secrétaire de la commission jeunesse de l'UFE. Pour G. Cogniot voir *infra*.

A 20 heures 30, le mercredi suivant 19 juin c'est donc le grand meeting public à Quimper, toujours dans le gymnase municipal, organisé par l'Union générale des étudiants pour l'enseignement, et le Comité Central des groupes de jeunes de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement (I.T.E.). L'assistance est nombreuse, 500 personnes, des enseignants mais aussi des ouvriers du bâtiment. Caruel, secrétaire du syndicat unitaire dénonce la discipline de caserne de l'E.N. et célèbre la solidarité des 108 normaliens qui ont refusé de moucharder les meneurs dans lesquels le directeur voyait "l'homme au couteau entre les dents" et "l'oeil de Moscou". L'informateur de la police raconte : "Le second orateur délégué de l'Union des Etudiants (Charlot) est un tout jeune homme qui déchaine l'hilarité générale par son élocution extrêmement rapide et bredouillante... Il se rassied au milieu des rires redoublés... Cogniot, agrégé de l'Université et secrétaire de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement, fait un long exposé au cours duquel il parle à peu près de tout sauf de l'École normale". Il fait un large tour d'horizon politique en faisant l'éloge de la "sixième partie du monde, l'Union Soviétique", en fustigeant les dictatures. "De son voyage en Russie, l'orateur a rapporté le modèle de l'organisation au sein des écoles et des facultés. Il fait un exposé enthousiaste de ce qu'il appelle l'auto-discipline, seul régime selon lui propre à développer le sentiment de responsabilité personnelle" ²⁶. Les orateurs dénoncent aussi le mal fait par l'affaire vis à vis du parti clérical, demandent des sanctions contre la direction de l'E.N., la suppression de la préparation militaire supérieure et la réouverture de l'école. Il est transmis à la tribune le salut des marins pêcheurs de Concarneau. Cependant il y a peu d'applaudissements, des témoins notent l'ambiance hostile aux organisateurs. Les envoyés parisiens reprennent le train, "en nous laissant une situation plus difficile" écrit Cornec ²⁷.

Toujours sans nouvelle de la direction de l'E.N., une nouvelle réunion a encore lieu le dimanche 23 juin au gymnase municipal de Quimper. Contre 5F, il y est distribué une carte rouge de l'U.F.E. signée Cogniot à 80 Normaliens. Après trois semaines d'attente anxieuse la tension est de plus en plus forte chez les licenciés alors que la presse locale bien renseignée annonce déjà des sanctions... Le directeur dénoncera par la suite cette agitation et les attaques répétées contre l'administration de l'école.

Le bras de fer

Le Ministère décide enfin de rouvrir l'E.N. Les élèves convoqués par lettre arrivent par petits groupes à la gare de Quimper le 27 juin. C'est un jeudi. Josette et Jean Cornec, Caruel et Drapier organisent une réunion salle Nédélec à 20 h 15. Les Normaliens découvrent alors qu'un certain nombre d'entre eux n'ont pas reçu de lettre de convocation ; dans les trois promotions, 9 sont exclus définitivement, 4 sont transférés dans d'autres Écoles normales, un est mis en observation. L'écoeuement est total : les "politiques" sont effectivement touchés, sont exclus aussi des majors de promotion, porte-parole naturels et traditionnels de leurs

26. Rapport de police, A.D.F. 1 T 271.

27. Josette et Jean Cornec, *op. cit.*, p. 215.

camarades et en plus quelques élèves timides et effacés. Les Normaliens ont l'impression de voir l'application du principe de la "décimation" dans toute son horreur²⁸. Pour faire un exemple, l'administration a tapé dans le tas.

Le capitaine, responsable de la préparation militaire et membre du Conseil de professeurs, est soupçonné d'avoir réglé ses comptes. En contre point apparaît la question de la Préparation militaire (PMS). Elle n'était pas obligatoire, tous les premières années y allaient mais les effectifs se réduisaient à un deux en seconde année ! Dans leurs revendications du 31 mai, les Normaliens avaient demandé seulement de ne plus défilier dans les rues de Quimper avec le fusil sur l'épaule pour s'y rendre. Quelques uns étaient fort attachés à cette PMS, car elle leur permettait de devenir sous-officier de réserve. Il arrivait même parfois que quelques ex-Normaliens, le brevet supérieur en poche fassent carrière dans l'armée ; on ne peut vraiment pas dire qu'il y avait un antimilitarisme actif à l'E.N. de Quimper²⁹. Là encore, il y a eu plus une opposition aux personnes qu'au système ; de son côté, la direction a voulu faire un exemple et éviter la contagion des idées politiques subversives.

C'est donc dans l'émotion que Caruel, secrétaire des Unitaires, fait voter les présents à bulletins secrets sur l'attitude à adopter : 48 sont contre la rentrée, 38 pour. Malgré tout ils décident de tous rentrer à l'E.N. pour y manifester. Une vingtaine d'entre eux sont déjà rentrés sans passer par la salle Nédélec. Au fil des heures, les effectifs-des contestataires vont d'ailleurs s'effilochoer ainsi que le note scrupuleusement Cornec.

Le lendemain, 28 juin vers 13 H 15, 60 Normaliens s'échappent en rang par l'école annexe pour aller à la poste envoyer un télégramme au recteur signé des 3 promotions protestant contre les exclusions et se déclarant en grève, ils manifestent ensuite dans les rues de Quimper³⁰. Puis vers 21 h 30 (sauf 21 qui restent) les Normaliens avec leur valise ressortent de l'E.N, en fracturant une porte de l'École annexe et dorment chez des amis ou dans "des hôtels de 3^e ordre"³¹.

Le lendemain, samedi, ils envoient un télégramme aux Unitaires qui organisent alors une réunion pour le soir même. La presse locale du soir annonce alors que le directeur, par lettre recommandée aux familles, déclare ne plus accepter que les élèves accompagnés par leurs parents et rentrés avant le 1er juillet dernier délai. L'attitude de la direction refusant de considérer les Normaliens comme des interlocuteurs n'a pas varié depuis le début, il leur est ainsi rappelé leur statut de "mineurs". Dans la soirée, il ne reste plus qu'une quarantaine de

28. Témoignages oraux. Parmi les "politiques" exclus, Alain Le Lay de Lesconil, futur militant communiste bien connu du Sud-Finistère, déporté à Auschwitz, il y meurt en 1944. in Eugène Kerbaul, *1640 Militants du Finistère, 1918-1946*, Bagnolec, auteur, 1988.

29. Témoignages oraux.

30. Texte du télégramme : "Monsieur le Recteur de l'Académie de Rennes - Trois promotions normaliens Quimper protestent énergiquement contre sanctions arbitraires prises contre 13 camarades se solidarisent entièrement avec eux ; grève des cours. Les trois promotions". A.D.F. 1 T 271. D'après un témoin, sur le chemin, les Normaliens en rang par deux, rencontrèrent... le directeur qui revenait de la poste.

31. Rapport de police, A.D.F. 1 T 271.

Normaliens en rupture de ban. "Ces jeunes de 17 à 20 ans se sont conduits en hommes et ils ont encore au coeur de tenir jusqu'au bout. Mais il y a les parents... 9 Normaliens se disent à moitié libres et 6 entièrement libres" ³². Un rendez vous est convenu pour le lendemain, de bonne heure avant l'arrivée des parents, pour prendre de nouvelles décisions.

Le dimanche matin, par un vote à bulletin secret, la rentrée "en bloc" est décidée par 36 voix pour, 7 contre et une abstention quand arrivent du train de Paris... Charlot et Cogniot appelés par un élève-maître ³³. Un débat violent oppose alors, sous les yeux des Normaliens, les militants communistes et les militants unitaires finistériens. Ceux-ci sont accusés d'avoir étranglé le mouvement et d'être des "briseurs de grève". Les Normaliens prennent fait et cause pour les Unitaires finistériens qui ont été à leur côté depuis le début et quittent la salle en déchirant leur carte rouge. Le débat continue plus tard dans un article de *l'Humanité* du 5 juillet et dans la presse syndicale ainsi qu'au Congrès national de Besançon au mois d'août 1929 auquel participent 3 Normaliens quimpérois.

A 9 heures les élèves se présentent à l'école, le directeur ne veut plus recevoir que ceux qui sont présentés par leurs parents. Une délégation des responsables Unitaires est alors reçue par le directeur pour négocier la rentrée des derniers Normaliens. Celui-ci répond par la production d'instructions écrites du Ministère. La dignité du retour en bloc ayant été refusée, les derniers résistants rentrent les uns après les autres accompagnés de pères de famille inquiets. *L'École libératrice* du 7 décembre 1929 raconte : "Toute la journée du dimanche et du lundi, défilé lamentable de tous les pères de famille, gens peu fortunés reconduisant à l'E.N. leur enfant". **Le lundi premier juillet, le calme règne, les cours ont repris, il était temps, le brevet supérieur a lieu cette semaine là.**

Les 4 délégués du Syndicat unitaire au Conseil départemental démissionnent pour protester contre les sanctions, ils seront réélus triomphalement en novembre.

De nouveau la presse locale se déchaine. Georges Le Bail, député radical, le "Marabout" du pays Bigouden, écrit dans *Le Citoyen* du 11 juillet : "En arrivant de Paris je trouve sur une table la collection des journaux de droite petits et grands. Tous sont dirigés par des prêtres. Ils exultent naturellement. Les événements qui se sont déroulés à l'École normale de Quimper les comblent de joie. *L'Ouest-Eclair ... Le Progrès du Finistère...* Quant au *Courrier du Finistère* qui est rédigé par une équipe de prêtres ultra-cléricaux, il a trouvé le moyen d'inonder nos campagnes de sa vilaine prose en Breton en tête de laquelle figure ce titre composé en gros caractères : "Paotret skol Normal Kemper"... Ils ont bien vite fait d'un simple gland un chêne bon à abattre et à débiter".

Deux militants, deux générations

Dans l'action qui s'est déroulée face aux jeunes Normaliens Jean Cornec et Georges Cogniot représentent deux types d'hommes issus de générations très

32. J. Cornec, *op. cit.*, p. 217.

33. *Id.*, *ibid.*, p. 217.

proches l'une de l'autre qui s'opposent fortement tant sur le plan des idéologies que des méthodes d'action³⁴.

Né en 1890, Jean Cornec fait partie de la génération de ces instituteurs "combistes" repérés par Jacques Ozouf fortement marqués au moment de leur formation par l'affrontement de l'Eglise et de l'Etat. Toute sa vie, à travers les luttes syndicales, l'instituteur de Daoulas a d'ailleurs été un grand combattant de l'idée laïque. Par d'autres côtés, sa participation à la grande Guerre l'intègre aussi dans la "génération du feu". Ancien combattant et blessé de guerre, il peut professer un pacifisme actif qu'on ne peut qualifier de "bêlant". A la tête d'un solide groupe de militants, c'est aussi un homme de terrain connu et respecté y compris dans le monde ouvrier, un bon organisateur, raisonneur et obstiné, il joue les contre-pouvoir et brave l'inspection académique à différentes reprises. Les descentes de police sont monnaie courante dans le logement des instituteurs de Daoulas.

Lors de cette affaire, les Cornec et les militants interviennent exclusivement les jeudis et dimanches, jours d'ailleurs où se passent les temps forts de l'action, en utilisant pour la première fois une auto ce qui leur donne une mobilité d'intervention remarquable à l'époque. Pour l'utilisation de cette automobile qui n'est pas encore leur propriété, ils seront dénoncés comme "bourgeois"! Vis à vis des Normaliens dans cette affaire, l'attitude des Cornec et de leurs amis notamment Caruel a toujours été une relation d'aide, de conseil mais aussi une relation d'adulte à adulte. La prise de décision se fait après une consultation à bulletin secret à la majorité. Quand dans un article de *L'Humanité* du 5 juillet, les Unitaires parisiens font porter les responsabilités de l'échec du mouvement aux responsables finistériens, les Normaliens outrés des accusations écrivent au rédacteur en chef du journal : "jamais les militants du Syndicat ne nous ont dicté l'attitude à adopter; jamais ils n'ont fait pression sur nous... Toujours, ces militants nous ont affirmé et apporté l'appui du syndicat quelles qu'aient été nos décisions..."³⁵. D'ailleurs dans une lettre adressée au Préfet du Finistère, l'Inspecteur d'Académie revient sur la proposition faite de traduire Caruel et Cornec devant le Conseil départemental et de prononcer leur révocation comme à l'origine des troubles. C'est dans un souci d'apaisement sans nul doute mais l'I.A. reconnaît que "Leur responsabilité n'est pas aussi grave, ils ne sont pas à l'origine des événements et n'auraient pas pesé sur les votes"³⁶.

Bien qu'une dizaine d'années seulement sépare Cornec de Georges Cogniot né en 1901, ils font partie de "générations" différentes. Sorti de la rue d'Ulm, Cogniot est un de ces intellectuels qui fait partie de ce que Michel Winock appelle "la génération de la crise". Il s'est engagé dans la lutte politique depuis plusieurs années en adhérant au Parti Communiste car ce qui rassemble les jeunes intellectuels à l'orée des années trente c'est la révolte, avec des options politiques diverses, contre une société qu'ils jugent indéfendable. Les jeunes communistes

34. Sur la notion de "génération" et son utilisation en histoire politique et sociale, nous faisons référence ici au n° spécial de la revue *Vingtième Siècle*, n° 22, 1989, et notamment aux articles de Michel Winock, "Les générations intellectuelles", Jean-Pierre Azéma, "La clef générationnelle", et Jean-François Sirinelli, "Génération et histoire politique".

35. J. Cornec, *op. cit.*, p. 220.

36. Lettre de l'Inspecteur d'Académie du 2 août 1929. A.D.F. 1 T 271.

sont pénétrés par l'idée, qu'en face du capitalisme, il ne saurait y avoir que la révolution et la dictature du prolétariat. Intellectuel brillant, Cogniot a imprudemment signé en 1925 la "lettre des 250" dénonçant l'attitude de la direction du P.C.. Mais remis à la raison, le futur rédacteur en chef de *L'Humanité* ne s'écartera plus de la ligne ; dès octobre 1929 il est chargé de la rédaction de l'*Université syndicaliste*, mensuel des professeurs unitaires. Il fait partie du groupe de réflexion de la rue d'Ulm à l'origine de *La Revue marxiste*. Ce n'est donc pas sans argument que la presse de droite dénonce l'agitation entretenue à partir des turnes de l'École normale supérieure dans les milieux étudiants.

Dans cette affaire, après deux déplacements à Quimper, l'intellectuel à la recherche d'un conflit exemplaire apparaît un peu ridicule et c'est sans doute, en plus du débat d'idées, ce qui explique sa hargne vis à vis des unitaires finistériens non communistes accusés d'être des "briseurs de grève". Les tentatives de récupération du mouvement quimpérois par les unitaires communistes tournent court pour différentes raisons dont sans doute l'absence totale de culture politique des Normaliens. Le ton employé à leur égard sent la manipulation et ce n'est pas cette attitude qu'attendaient les jeunes révoltés contre une administration utilisant couramment ces pratiques. Quand le violent article non signé de *L'Humanité* du 5 juillet 1929 dénonce les "Anarcho-réformistes" du Finistère, les Normaliens remettent les choses en place : "C'est alors que les majoritaires venus de Paris accusèrent Cornec, Caruel, Drapier et Allot d'être des briseurs de grève. Nous répondîmes à cette infâme calomnie comme il convenait, en adressant nos remerciements les plus vifs aux militants du Finistère, puis en quittant spontanément la salle de réunion, laissant les Parisiens parler aux murs..."³⁷ Alors, faut-il y voir aussi un conflit Paris/province ? En tous les cas, dans le premier volume de son ouvrage *Parti pris*, en 1976, Cogniot accable encore les Unitaires finistériens. Evidemment Jean Cornec répond en 1981...

Et après...

A la Chambre des députés, saisi par MM. Masson, député socialiste du Finistère et Desoblin, député communiste du Nord, le ministre de l'Instruction publique M. Marraud répond que les élèves ont été sollicités par des influences extérieures, que les sanctions prises sont réglementaires et "(qu'il se tiendra) volontiers à la disposition de la Chambre pour répondre aux deux honorables interpellateurs quand l'ordre du jour aura été débarrassé des discussions actuellement en cours"³⁸. Il n'y aura en fait pas de débat, Raymond Poincaré démissionne pour raisons de santé en juillet 1929. Le règlement intérieur des écoles normales ne subit pas dans les années 30 de modifications notoires.

Pendant un certain temps, on espère une levée des sanctions car, après les événements semblables de l'E.N. d'Aix en Provence, il n'y en avait pas eu. Progressivement cependant la mauvaise gestion administrative de l'affaire est dénoncée même dans la bonne presse. *L'Ouest-Eclair* du 14 juillet se permet même

37. J. Cornec, *op. cit.*, p. 221.

38. Discours cité par différents journaux, A.D.F., 1 T 271.

de publier : "Nous répétons donc qu'à côté des meneurs révolutionnaires du Syndicat unitaire, les autorités d'alors portent là une grave responsabilité." C'est pour déplorer il est vrai un manque de fermeté de l'administration...

Le monde syndical n'enterre pas l'affaire, loin de là, il reste très actif. Les tenaces Unitaires finistériens continuent les bulletins spéciaux et les actions. Ils récoltent plus de 13 000 F. avec l'aide de la Fédération Nationale et couvrent les frais de séjour des Normaliens à Quimper pendant la grève mais aussi les voyages des transférés et les frais de quelques exclus qui rentrent dans une EPS pour y préparer le Brevet supérieur. Josette Cornec et Charles Drapier continuent avec obstination à présenter publiquement la lutte des Normaliens pour demander maintenant la levée des sanctions, notamment fin juillet à Morlaix puis à Landerneau salle Cesbron devant 80 personnes regroupant des ouvriers tailleurs de pierres et marbriers et des instituteurs. Ils répondent aussi à la presse cléricale qui dénonce les idées des instituteurs "communistes". Les membres du syndicat sont présentés comme de bons enseignants "qui se bornent à faire des enfants des hommes et de bons citoyens. Nos idées personnelles et nos opinions politiques nous les laissons à la porte de l'école". En février 1930, les commissaires de police des principales villes du Finistère informent le préfet d'une campagne d'affichage du Syndicat de l'Enseignement demandant la levée des sanctions et dénonçant la responsabilité du directeur, "qui n'est nullement à sa place à la tête d'un établissement d'éducation... Travailleurs de toute tendance, Daudet, chef royaliste, le diffamateur professionnel est gracié par le président de la République. Les 14 Normaliens sont toujours punis. Elle est belle la République de 1930" ³⁹.

Les Unitaires communistes du département ont moins de chance à leurs réunions ; à Brest les 13 et 18 juillet à la Maison du Peuple deux réunions sont organisées par Théo Kerdraon, responsable CGTU de l'Arsenal pour l'U.F.E. mais le sous-préfet fait interdire les réunions et la police se livre à des manoeuvres d'intimidation, il n'y a aucun participant. Quelques jours plus tard, le commissaire de police alerte les autorités sur une collecte organisée par le P.C. pour le soutien des Normaliens mais dont le véritable objectif serait selon lui de faire une caisse de combat. Il a tort de s'inquiéter selon Georges Le Bail, député radical-socialiste de Plozévet : "C'est une illusion de croire que les communistes sont nombreux dans l'enseignement. Ils sont rares, s'agitent beaucoup et donnent l'illusion du nombre. Ils ressemblent à des personnages de théâtre qui reviennent, sous des costumes différents, à tous les actes de la pièce" ⁴⁰.

Intégré à la C.G.T., le Syndicat National des Instituteurs (S.N.I.) très minoritaire dans le Finistère n'était pas intervenu dans le feu de l'action car il attendait d'être pressenti par les Normaliens ce qui est fait le 29 juin seulement. Le 4 juillet, une délégation de Normaliens, 5 par promotion, choisis par leurs camarades, sont reçus officiellement par les représentants du S.N.I. En se plaignant d'avoir été tenu à l'écart, celui-ci rentre alors dans le jeu pour essayer de faire lever les sanctions car il se présente comme bien introduit auprès de la Direction de l'Enseignement primaire. M. Rosset, Directeur, laisse entrevoir quelque adoucissement de peines... si l'apaisement se fait localement. Ce qui est

39. Texte de l'affiche recopié par le commissaire de police, A.D.F., 1 T 271.

40. *Le Citoyen*, 11 juillet 1929, A.D.F., 1 T 271.

loin d'être le cas. Cependant fin août Glay, secrétaire du syndicat national peut annoncer que les exclus âgés de 18 ans peuvent être nommés comme intérimaires dans des postes d'instituteurs. Effectivement presque tous devinrent instituteurs, un rentra dans les postes, un autre en politique. Les compagnons des trois promotions ne subirent pas de brimades dans leur carrière mais pendant le service militaire, on leur fit savoir qu'ils étaient particulièrement surveillés ⁴¹.

A l'École normale, la vie a repris, le directeur reste en poste à la rentrée suivante. Mais une ambiance de suspicion règne. Un des témoins parle d'élèves mis à l'écart car soupçonnés d'être les mouchards. Au mois de novembre le commissaire de police fait allusion à des brimades sur quelques Normaliens qui avaient refusé de se joindre aux autres : lits arrosés... Une réunion du conseil de discipline prononce encore des sanctions sur 4 coupables. Enfin très tardivement un Inspecteur Général visite l'École Normale...

Que faut-il faire des Écoles Normales ?

Derrière les événements chacun essaye de trouver des solutions durables et la formation des maîtres est un problème de premier plan. La tentation est grande notamment pour la presse cléricale de demander la suppression des écoles normales qui apparaissent comme des lieux d'agitation et de formation politique. En 1940, ce sera chose faite. Mais pour les remplacer par quoi ?

Les Ecoles normales sont-elles devenues des séminaires pour des "hussards rouges" ou bien la demande de rénovation est-elle légitime ? Les Unitaires revendiquent l'auto-organisation et la libre lecture des "publications ouvrières". C'est aller un peu vite en besogne à l'époque. Dans la presse républicaine où le ton est plus raisonnable on préconise une évolution modérée. Ne supprimons pas les écoles normales car "ce sont des écoles professionnelles... L'instruction générale est un moyen d'éducation... et l'instituteur enseigne ce que tout le monde devrait savoir... Un bon Normalien est aussi cultivé que son camarade de lycée et sans les mauvais bergers (les instituteurs syndicalistes) il étudierait tranquillement son cours et se livrerait aux douceurs du football avec la candeur de ses dix huit ans... Ne supprimons pas, améliorons" ⁴². Dans un article publié dans *l'Oeuvre* et reproduit dans *Le Citoyen* du 11 juillet 1929, Glay secrétaire du S.N.I. pose le problème, après ces incidents, du rôle du directeur, de celui du conseil des professeurs, ainsi que des majors de promotions. Il rappelle l'expérience tentée dans l'école normale de Mirecourt dans les Vosges où le directeur est parti de l'idée que l'instituteur sera un éducateur... autant qu'un instructeur... Tout en évoquant la transformation de l'École normale en une "république normalienne" sorte d'abbaye de Thélème de l'éducation et tout en rappelant les impératifs d'une discipline bien comprise, Glay termine en disant : "quand on veut former des êtres aptes à se gouverner et à gouverner les autres, quand on veut des instituteurs

41. Témoignages oraux.

42. A.D.F., I T 271, revue de presse. Nous n'avons pu retrouver l'origine de cet article signé Paulyfranc.

capables de faire autre chose que du dressage dans leurs classes, ce n'est pas avec l'automatisme de l'armée qu'il faut les former intellectuellement et socialement".

La leçon

C'est une histoire sans lendemain qui a laissé peu de trace sinon chez les acteurs. Mais à travers cet événement n'ont-ils pas atteint la socialisation qui rend les individus solidaires les uns des autres, cet enjeu fondamental de l'éducation définie d'après Durkheim comme "l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale"⁴³ ?

Arlette Roudaut

Que faut-il faire des Écoles Normales ?

Dernière les événements chacun essaye de trouver des solutions durables et la formation des maîtres est un problème de premier plan. La solution est grande notamment pour la presse classique de demander la suppression des écoles normales qui apparaissent comme des lieux d'agitation et de formation politique. En 1940, ce sera chose faite. Mais pour les remplacer par quoi ?

Les Écoles normales sont-elles devenues des séminaires pour des "petits maîtres" ou bien la demande de formation est-elle légitime ? Les solutions proposées sont l'auto-organisation et la libre lecture des "publications ouvrières". C'est aller un peu vite en besogne à l'époque. Dans la presse républicaine on se fait plus rationnable on préconise une évolution modeste. Ne supprimer pas les écoles normales car "ce sont des écoles professionnelles... L'inspection générale est un moyen d'éducation..." et l'inspecteur essaie ce que son le monde devrait savoir... Un bon Normalien est aussi cultivé que son camarade de lycée et sans les mauvais bagages (les manuels syndicalistes) il s'adapte rapidement son cours et se livrait aux douces du football avec le cadreur de ses dix ball... Ne supprimons pas, amélieons"⁴⁴. Dans un article publié dans l'Œuvre et repris dans le *Clavier* du 11 juillet 1939, Guy Scrinis du S.N.I. pose le problème, après ces incidents, du rôle du directeur de cet institut, de celui du conseil des professeurs, ainsi que des maîtres de promotion. Il rappelle l'expérience menée dans l'école normale de Mirecourt dans les Vosges où le directeur est parti de l'idée que l'inspecteur sera un éducateur... avant de conclure... Tout en évitant la transformation de l'École normale en une "république normalienne" sorte d'ébriété de l'éducation et tout en respectant les impératifs d'une discipline bien comprise, Guy Scrinis en dit "peu" sur les autres des "autres à se gouverner et à gouverner les autres".